
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 4 (1976)

DOI: 10.11588/fr.1976.0.48869

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

diesem Zusammenhang den häufig gemachten Fehler einer Überzeichnung dieses Vorgangs und warnt vor dem Schluß, daß als Folge des bürgerlichen Engagements beim Grunderwerb die industrielle Revolution in Frankreich verzögert worden sei. – Den großen Gewinner sieht Marx dagegen im Bauerntum: ca. 30000 ha aus Nationalgut und mindestens ebensoviel aus den Gemeinheitsteilungen erhöhten den bäuerlichen Bodenanteil schließlich auf mindestens 62–65%; in der Hauptsache aber – und das macht den entscheidenden Unterschied zu Deutschland aus – wirkte sich die legale oder illegale, schließlich jedoch entschädigungslose Abschaffung der Feudalrechte aus, die die Bauern vor zusätzlichen Geldnöten bewahrt hat. Die Verschuldung mit ca. 5–10% des Bodenwertes war auch so noch reichlich hoch, wie überhaupt aus dem Umfang des bäuerlichen Grunderwerbs nicht auf großen Wohlstand auf dem Lande geschlossen werden darf. Marx weist überzeugend nach, daß die Käufe oft purer Existenznot entsprangen, den letzten Sou verschlangen (die Bauern hatten vielfach bereits vor der Inflation zugegriffen) und vor allem den Klein- und Kleinstbesitz arrondierten. Die Verdoppelung der Pachtpreise gegenüber 1789 und die Steuerreform machten überdies die entfallene Feudalquote teilweise mehr als wett. Von landwirtschaftlichen Innovationen, die ja zunächst einmal Kapital erfordern, wurde jedenfalls nichts bekannt.

Angesichts dieser Vorgänge wird man Marx' abschließendem Urteil zustimmen müssen, der dem Einbruch des Bürgertums in die ländliche Gesellschaft den Charakter einer Episode verleiht und betont, die elsässische Agrargeschichte weise zwischen 1750 und 1850 keinen Bruch auf. Ob man aber mit dem Verfasser wirklich bedauern muß, daß es nicht doch zu einer intensiveren Bindung kapitalkräftiger Schichten an die Scholle gekommen ist, die der Entwicklung einen anderen Lauf gegeben hätte, scheint angesichts der politischen und sozialen Erfahrungen zweifelhaft, die Deutschland mit dem agrarkapitalistisch ausgerichteten Teil seiner Landwirtschaft zwischen 1800 und 1945 gemacht hat.

Christof DIPPER, Trier

Arnulf MOSER, Die französische Emigrantenkolonie in Konstanz während der Revolution (1792–1799), Sigmaringen (Thorbecke) 1975, 87 p. (Konstanzer Geschichts- und Rechtsquellen, XXI).

Plusieurs publications récentes, telle en particulier la thèse de R. PICHELOUP sur les «écclésiastiques français émigrés ou déportés dans l'Etat pontifical» avaient contribué ces dernières années à préciser et à renouveler notre connaissance de l'émigration. La brève monographie consacrée par A. Moser aux émigrés français à Constance de 1792 à 1799 s'inscrit à leur suite par la précision de ses renseignements.

La proximité de la Suisse, la volonté des autorités autrichiennes de regrouper les émigrés en un petit nombre de villes où leur surveillance serait plus facile, l'activité déployée enfin par le *Stadtkommandant* von Blanc pour attirer et loger les émigrés, allaient en effet bouleverser en l'espace de quelques années la petite ville de Constance, cléricale et assoupie, pour en faire un des principaux centres d'accueil de l'Empire.

Les nombreuses listes établies à la demande des autorités de Fribourg-en-Brisgau ont permis à A. Moser de reconstituer dans ses moindres oscillations le mouvement de l'émigration. Ses chiffres sont éloquentes: Constance hébergeait déjà plus de 800 émigrés en novembre 1792; ils sont un millier au printemps 1794, 1200 un an plus tard et 1400 dans l'été 1796. Après une interruption de quelques mois due à l'occupation de la ville par les troupes républicaines dans l'été 1796, Constance avait déjà retrouvé 1200 émigrés à l'automne 1797 et abrita même un maximum de 1900 personnes dans l'été 1798, avec l'arrivée d'émigrés expulsés à la demande de la France par la nouvelle République Helvétique. Quel bouleversement pour une ville qui ne comptait guère que 3600 habitants avant la Révolution!

Les ecclésiastiques formaient le groupe le plus nombreux: oscillant de 300 à 500 selon les années, ils représentèrent toujours un bon tiers des adultes présents dans la ville. Leur nombre et leur qualité, la présence en particulier parmi eux de plusieurs prélats (6 évêques et archevêques en 1792, dont Mgr de Juigné, archevêque de Paris et Mgr de La Luzerne, évêque de Langres – 15 même en juin 1798) firent ainsi de Constance le principal refuge ecclésiastique de l'Allemagne du Sud. Pour beaucoup de ces prêtres, qui ne disposaient pas des ressources des émigrés laïcs, le principal problème fut bientôt celui de la subsistance. Leur méconnaissance de l'allemand et la suspicion où ils étaient souvent tenus les mettaient en effet dans l'impossibilité d'exercer un ministère et, vu leur nombre et les faibles possibilités locales, seuls quelques uns purent trouver à s'employer comme précepteurs ou même s'adonner à un métier manuel. Aussi Mgr de Juigné, fort de son prestige et de ses relations, se dépensa-t-il sans trêve pour nourrir ses prêtres, organisant quêtes, collectes et emprunts à travers toute l'Europe, et si les très riches abbayes souabes se montrèrent avares de leurs deniers, la Russie, prospectée par le frère de l'archevêque, ancien ambassadeur à St-Petersbourg, donna près de 100000 livres. Les sommes ainsi collectées permirent de mettre en oeuvre un réseau d'aide couvrant l'Allemagne du Sud et la Suisse et servirent à organiser à Constance à partir de 1795 une «table commune» qui sauva de la misère et parfois du désespoir une centaine d'ecclésiastiques.

Parmi le reste des émigrés, où la noblesse était largement représentée et qui menaient une vie essentiellement rentière et oisive, un petit groupe retient l'attention: celui des fabricants lyonnais, venus avec leurs ouvriers après la répression du soulèvement fédéraliste et qui, soutenus par le *Stadtkommandant*, installèrent à Constance plusieurs entreprises de chapellerie ou de filature assez florissantes. Ils furent d'ailleurs les seuls à chercher à s'intégrer, demandant le droit de bourgeoisie, épousant des filles de la ville et s'implantant sur le marché local. La majorité des émigrés formaient en effet un monde à part, replié sur lui-même, à l'affût de nouvelles de la France, cohabitant avec le population de Constance sans jamais vraiment la rencontrer et d'autant plus aisément tolérés qu'ils payaient sans trop rechigner des loyers qui avaient vite doublé et menaient une vie calme et discrète – à l'exception toutefois des officiers de l'armée de Condé, présents en 1797, joueurs, chasseurs et séducteurs, et qui donnèrent bien du souci aux autorités municipales.

Telle qu'elle se présente, l'étude d'A. Moser paraît le fruit d'un travail scrupuleux et honnête. Elle ne laisse pourtant pas d'être un peu décevante. Cela tient peut-être à l'excessive fadeur d'un style bien impropre à rendre l'atmosphère qui devait alors

règner à Constance. Alors qu'il avait à sa disposition de nombreux souvenirs, l'auteur ne fait pas une seule citation qui puisse évoquer une vie quotidienne où les espoirs souvent chimériques, les déclarations fracassantes ou la nostalgie d'un passé que l'on ne voulait pas croire révolu, n'arrivaient pas à compenser l'incertitude du lendemain, l'isolement, la précarité et la mesquinerie des conditions d'existence ou un démoralisant sentiment d'impuissance. Mais la véritable raison de notre déception semble être la perspective trop étroitement positiviste et extérieure adoptée par A. Moser. Il n'est certes pas sans intérêt de pouvoir suivre presque au mois et à l'unité près les effectifs des émigrés ou de connaître dans ses moindres détails le budget de fonctionnement de la »table commune« organisée à l'initiative de Mgr de Juigné. Mais, à l'exception d'une trop brève page consacrée aux débats théologico-politiques suscités à l'intérieur du clergé par l'attitude à adopter face aux multiples serments exigés par la République, nous n'apprenons pratiquement rien sur les courants d'idées, la fermentation intellectuelle, les conflits et les espoirs qui ont dû d'autant plus remuer ce petit monde d'émigrés qu'il était surtout composé de clercs désœuvrés. Ce silence paraît encore plus regrettable au vu des nombreux écrits et libelles publiés à Constance pendant l'émigration, et l'on comprend mal pourquoi A. Moser a si peu tiré profit des livres de B. PLONGERON qu'il cite pourtant. Puisque Constance fut un des principaux centres d'émigration cléricale de l'Empire et que, de toutes manières, l'essentiel de l'information porte sur le clergé, n'aurait-il pas été préférable, en fin de compte, de se concentrer sur ce seul groupe, quitte à élargir le domaine d'enquête à toute l'Allemagne du Sud ou du moins aux cinq villes où les autorités autrichiennes toléraient les émigrés? Un tel parti, centrant l'attention sur un milieu plus homogène, eût vraisemblablement permis de dépasser la sécheresse un peu vaine des comptages pour pénétrer de l'intérieur ce microcosme passionné et souffrant où se retrouvaient, amplifiées par l'exil, toutes les contradictions, les conflits, les passions et les aspirations de la France en révolution.

Etienne FRANÇOIS, Nancy.

Katharina de FARIA E CASTRO, Die Nationalgüter im Arrondissement Koblenz und ihre Veräußerung in den Jahren 1803 bis 1813, Bonn (Röhrscheid) 1973, 322 S., 1 Karte (Rheinisches Archiv, 85).

Die gewaltigen wirtschaftlichen und sozialen Folgen, die die Französische Revolution mittelbar oder unmittelbar auch in Deutschland verursacht hat, sind in Umrissen zwar seit langem bekannt, doch wird das quantifizierbare Archivmaterial erst seit vergleichsweise kurzer Zeit bearbeitet. Nachdem nach 1918 die Akten über die Nationalgüterverkäufe (linksrheinisch), bzw. die Säkularisation (rechtsrheinisch) zugänglich wurden, hat vor allem die bayerische und rheinische Landesgeschichte die sich bietende Chance genutzt, so daß wir mittlerweile wenigstens in Umrissen über die dortigen Vorgänge unterrichtet sind. Als ein weiterer Stein in diesem Mosaikbild darf die angezeigte, 1969 bei Ludwig Petry in Mainz fertiggestellte (und zur Drucklegung offenbar nicht überarbeitete) Dissertation gelten, die den Gesamtbestand der National-